



Avenir de l'hôpital Jean Bouveri

## ÉTAT d'URGENCE !

Le titre du présent communiqué n'est nullement exagéré. Il s'appuie sur des informations recueillies auprès de sources autorisées pour reprendre la formule consacrée.

Depuis belle lurette le Codef alerte l'opinion en pointant le démantèlement progressif de notre Hôpital visant à le transformer en EHPAD XXL. Nos craintes sont confirmées par, nous a-t-on révélé, l'obstination de la directrice du GHT (Groupement Hospitalier de Territoire), dont l'objectif clairement affiché est de réduire le nombre de lit sur l'établissement et ainsi fragiliser les spécialités (oncologie, cardiologie, pneumologie, gastro-entérologie) dont le fonctionnement est considéré couteux ou pouvant être transféré sur Chalon, le site pivot du GHT.

Pour finalement transformer notre Hôpital en SSR (Soins de Suite et de Réadaptation) du Centre Hospitalier de Chalon. Pour cela tous les moyens sont bons et en particulier profiter de la situation induite par la pandémie covid pour tergiverser sur la réouverture du bloc de médecine. Et ce, alors que les spécialités sont en souffrance, et que le bloc est nécessaire pour en assurer le bon fonctionnement et éviter à la patientèle d'être orientée systématiquement sur Chalon.

Lors de la dernière CME (Commission Médicale d'Etablissement) Madame UNGERER est restée indifférente aux sollicitations des spécialistes, concernant l'organisation du bloc opératoire et la réactivation des soins continus cardiologiques, et cela est intolérable. Intolérable car en l'absence d'un bloc médical, le maintien d'une structure de proximité et d'une activité médico-technique est impossible, quelle que soit l'orientation des activités sur l'établissement.

Nous l'avons dit, mais il est bon de le rappeler, la feuille de route de Madame UNGERER est budgétaire, pas sanitaire. L'offre de soins de proximité n'est pas son problème. Sa seule préoccupation c'est de faire des économies en supprimant des services et des lits. La nôtre est de dire qu'un SERVICE PUBLIC de Santé doit admettre que des lits soient inoccupés, des matériels pas forcément utilisés à plein temps, mais qu'il doivent être là pour faire face à l'imprévu qui peut surgir à tout moment et particulièrement quand on ne l'attend pas.

L'oncologie est en grande souffrance et en perte d'attractivité à cause de la fermeture de la chirurgie. Un ex-directeur nous avait dit avoir perdu environ 500 séances de chimiothérapie au profit du Creusot. Un des praticiens de ce service partira à la retraite en juillet. A notre connaissance son départ n'a pas été anticipé. Qu'advient-il en cas de non remplacement ?

Enfin, s'il est possible de s'exprimer ainsi, les Urgences sont sur la sellette et plus précisément dans le viseur du Copermo qui se réunira au plus tard en décembre. Avec pour cible le maintien ou non d'une ligne de SMUR (Service Mobile d'Urgence et de Réanimation) à Montceau et/ou au Creusot. Sachant, nous a-t-on dit, que les Urgences ne peuvent se concevoir sans le maintien des spécialités citées plus haut, sans un plateau médico-technique, que l'existence de celui-ci est mise à mal par la directrice du GHT, il est facile d'imaginer la décision du Copermo qui, statue uniquement sur dossier où l'humain n'a pas sa place.

Nous pouvons donc dire que NOS URGENCES sont menacées, que leur maintien, parce qu'elles sont la porte d'entrée à l'hôpital, devient une priorité dans notre combat pour une offre de soins de proximité en adéquation avec les besoins d'une population vieillissante et souvent isolée. Il faut que tous les acteurs concernés continuent de se mobiliser pour dire stop à tout cela et prolongent la journée nationale d'action du 16 juin.

Madame UNGERER : « Savez-vous, outre l'affirmation péremptoire de notre président de se "réinventer", que le Ségur de la santé est en chantier, que d'ici septembre des lignes de la politique de santé peuvent changer ? Et qu'il serait temps pour vous, de faire évoluer votre feuille de route, de mettre l'humain au centre de vos préoccupations, d'arrêter votre entreprise de démantèlement de notre Centre Hospitalier qui est au cœur d'un bassin de vie de plus de 105 000 habitants, répartis sur 62 communes, quasi équivalent à celui de Chalon. 105 000 habitants de fait, mis malgré eux, face à la perte de chance. »

17 Juin 2020